



Union SNUI – Sud Trésor

*Communiqué de presse*

*Lundi 5 Octobre 2009*

## **Une votation citoyenne riche d'enseignements « sur » et « pour » le service public**

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a activement participé à l'organisation de la votation populaire sur l'avenir de La Poste, elle se félicite de la forte participation à ce scrutin dans près de 10 000 points de vote à travers toute la France.

Avec deux millions de votants, la volonté de voir La Poste garder son statut et ses valeurs de service public est manifeste. C'est une bonne nouvelle pour ceux qui militent pour que l'on n'oppose pas justice sociale et efficacité économique et qui revendiquent un rôle actif pour l'action publique et les services publics.

Partout, les services publics sont menacés et attaqués par le discours dominant dont le credo est : l'ouverture du capital, c'est-à-dire la privatisation, les suppressions d'emplois publics, la réduction des moyens de fonctionnement et celle les implantations des administrations et entreprises publiques.

Après la privatisation de France Télécom, d'EDF, des autoroutes, du fret SNCF et le désengagement progressif de l'Etat de plusieurs entreprises publiques, un constat s'impose, il est alarmant : les inégalités d'accès aux services s'accroissent et les tarifs augmentent.

Au sein de la fonction publique, la Direction générale des finances publiques (DGFIP) n'échappe pas au dogme du « moins de service public » : 12% de ses emplois ont été supprimés en 7 ans, 1 000 Trésoreries de proximité ont été supprimées en dix ans et la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) s'y traduit par une fusion administrative dont le principal but est encore et toujours de supprimer des emplois et des résidences.

Au-delà du recul des services publics qu'elles provoquent, les politiques libérales génèrent aussi une dégradation importante des conditions de vie au travail des agents et une rigueur salariale de plus en plus insupportable.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, et après le succès incontestable de la mobilisation du 3 octobre contre la privatisation de La Poste, il est nécessaire et opportun de poursuivre la mobilisation engagée pour la défense et le développement des services publics.